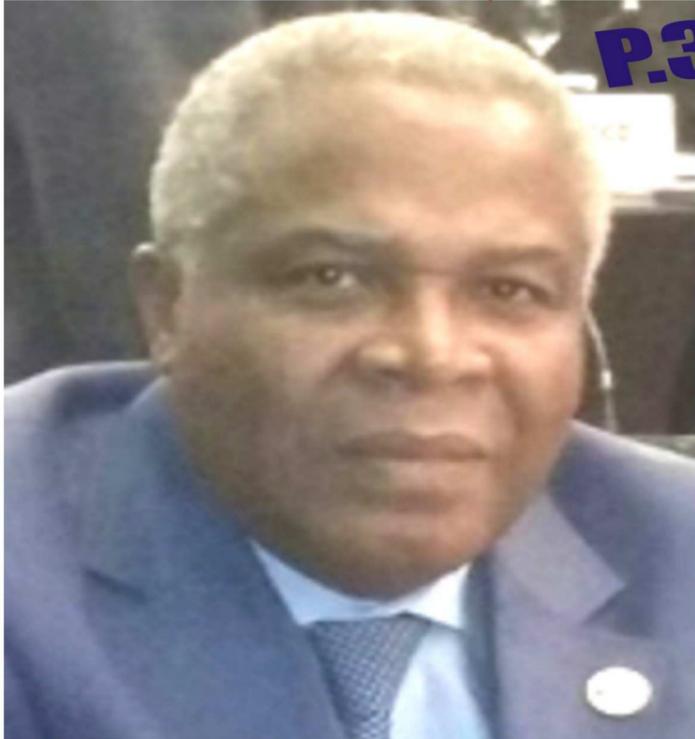


N° 0200 du 08 au 14 Décembre 2015- Prix : 250 F CFA

DOSSIER COP21 :

Le Togo n'a pas de stand à la COP21, une triste réalité



P.3



André Johnson, ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières Calixte Batossie Madjoulba, Ambassadeur du Togo à Paris

SOCIÉTÉ / EAU :

SEULEMENT 40% DE LA POPULATION URBAINE DU TOGO A ACCÈS À L'EAU POTABLE

P.3



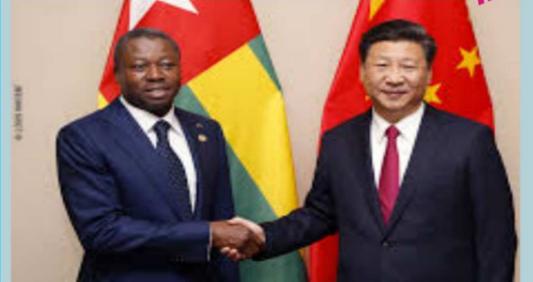
Komi Sélom Klassou, PM

CULTURE / CIVISME :
La Fondation Aquereburu and Partners accompagne le développement de la ville d'Aného P.6



Me Alexis Aquereburu, Pdt de la Fondation AQUEREBURU

SOMMET-CHINE/AFRIQUE :
Le Togo "se félicite" de l'engagement de la Chine qui permettra à l'Afrique de faire "face à ses défis majeurs" P.3&6



Poignée de mains entre les Présidents Faure Gnassingbé (g) et Xi Jinping (d)

TOGO-FOOTBALL/ NOUVEAU COMITÉ DE NORMALISATION:
Bernard Walla aux commandes P.7



Bernad Edjaïdè Walla

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo
Mardi 08 Décembre 2015
Matin:
Temps brumeux
23°C
Après-midi:
Temps poussiéreux
33°C

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER N° VERT 8280 Anticorruption	POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE N° VERT 8201 Renseignements
--------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------

OTR FEDERER POUR BATIR www.otr.tg



EDITO

Manger et se constiper

LORSQU'ON ne contrôle pas son alimentation, qu'on mange en désordre et qu'on veut tout manger et tout seul à la fois, on se constipe.

Nous allons quitter le champ médical pour nous replonger dans notre cadre social. En effet, lorsque dans une dynamique, certains prennent les autres pour des cons, à la limite, et s'évertuent à ne manger que tous seuls, à ne vouloir que leur unique et propre aisance au détriment des autres, facilement on est constipé. Certes la constipation n'est pas automatique. Mais elle est progressive et conséquente d'un état de gourmandise et de mal bouffe.

La mal bouffe n'étant dans le cas d'espèce que la propension de celui ou de celle-là à ne vouloir que son seul intérêt. Et pourtant on se dit être dans une dynamique. Et pour se donner une contenance, on se fait assister dans la mal bouffe par un valet. Ce dernier de par sa caricature ou sa définition serait prêt à tout si c'est pour manger et n'importe comment. Pourvu que lui, valet des temps modernes, trouve à manger. Les conditions et les circonstances importent peu.

Le mal est qu'en agissant ainsi au nez et à la barbe de tous, on compromet " la dynamique " à loisir et surtout on braque et on démotive les autres. Finalement, on se demande si une chaîne ne comporterait que deux maillons. Et si ces " deux maillons " étaient les plus faibles ? Qu'advierait-il de la chaîne formée ? Pour l'instant, on ne pense pas aux conséquences. C'est la belle vie, c'est la ruse, c'est la médisance, c'est le profit, c'est l'intérêt qui seuls comptent pour ses adeptes de " manger et se constiper ".

C'est triste et c'est malheureux. Les étoiles brillent à divers degrés et s'éteignent aussi brutalement des fois. Faisons attention à ne pas braquer les amis d'hier contre nous. La roue ne cessera de tourner. La société est un TOUT.

Crédo TETTEH

Libre opinion :

Les leçons du Burkina Faso

ROCK CHRISTIAN MARC KABORE était le ministre, puis le Premier Ministre, puis président de l'Assemblée nationale sous Blaise Compaore... Il n'a quitté le navire que dix mois avant le naufrage de son mentor et bienfaiteur, qui s'est traduit par l'insurrection d'octobre 2014, et qui a vu M. Compaore prendre la clé des champs ... Mais il vient d'être élu à 53 % des suffrages, au premier tour de la présidentielle du dimanche 29 novembre.

M. KABORE a occupé les mêmes responsabilités qu'un certain AGBEYOME KODJO au TOGO, sous le Général Gnassingbé EYADEMA, ou comme M. EDEM KODJO, qui a été un des fondateurs du Rassemblement du Peuple Togolais, Ministre des Finances, Ministre des Affaires Etrangères, Secrétaire général de l'OUA, puis Premier Ministre d'Eyadema...

A la faveur de la révolution démocratique d'octobre 1990, ces deux leaders ont pris après leur distance vis-à-vis du pouvoir

inscrits dans la dynamique de la démocratie au Togo... Ces deux leaders politiques ont un cursus universitaire, professionnel et politique enviables, mais n'ont pas la faveur des électeurs togolais, et ne peuvent pas être élus, sauf miracle, au premier tour d'une présidentielle dans notre pays !

Certains togolais n'ont toujours pas compris qu'on peut soutenir un temps un pouvoir, un régime, un homme, mais que ce n'est pas comme on est enfermé dans une tombe, et qu'on peut combattre, des mois ou des années plus tard ce pouvoir, ce régime, cet homme, si la ligne politique suivie ne vous satisfait plus ou ne cadre plus avec vos aspirations profondes...

Mais ces togolais persistent et signent leur idiotie, en croyant dur comme fer, que penser la même chose toute sa vie, soutenir la même chose toute sa vie, dire toute sa vie qu'il est minuit et qu'il ne peut plus être midi, c'est cela l'homme politique et c'est de ce crétinisme que vivent certains de nos compatriotes ! La deuxième leçon des burkinabé



Dr David IHOU

après la clôture du scrutin ! Si c'est au Togo, des psychopathes de la CENI vont perturber et retarder, par des manœuvres sordides, la proclamation des résultats et le chef de file de l'opposition va fureter d'abord dans le sable marin de la plage de Lomé, à la recherche des clés de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), pour aller ouvrir les portes de l'Institution à Paris, pour lui permettre de le proclamer vainqueur du scrutin !

La troisième leçon est qu'au Burkina Faso, Zéphirin DIABRÉ, arrivé loin derrière l'élu, avec 30 % des suffrages exprimés, est parti personnellement féliciter le vainqueur !

Au Togo, à la présidentielle du 25 avril dernier, Jean-Pierre FABRE, arrivé deuxième, derrière le vainqueur, avec à peu près le même score que Zéphirin DIABRÉ, n'a pas eu la décence politique et la politesse élémentaire de téléphoner au moins à Faure GNASSINGBÉ, vainqueur incontestable du scrutin, avec plus de 57 % des suffrages exprimés !

Il s'était lancé dans des manœuvres indécentes teintées de crétinisme dans le seul but de discréditer son pays. Puis, ce député de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), après s'être autoproclamé

"Président élu du Togo", a rejoint son banc de député, la queue entre les jambes ! D'aucuns pensent que c'est parce que ce métisse n'est pas un togolais de souche qu'il se permet de salir ainsi notre pays où ne réside pas son cœur ; mais Barack OBAMA aussi est métisse, de souche non américaine, dans une Amérique où il n'y a que 12 % de Noirs, et il assume avec dignité et compétence la charge suprême de son pays, depuis bientôt huit ans ! Il faut dire qu'aux Etats-Unis d'Amérique, aucun voyou ne viendra se présenter à la présidentielle de la première puissance économique mondiale!...

Le seul regret pour nos amis burkinabé, est qu'au lieu des 14 candidats à la présidentielle, ils auraient pu avoir un candidat de plus, le quinzième, en la personne de Blaise COMPAORE, et Rock Christian Marc KABORE aurait toujours eu ses 53 % de suffrages sur son nom !... Une centaine de jeunes burkinabé ne seraient pas morts, plusieurs centaines de blessés n'auraient pas envahi les structures sanitaires, et le Parlement burkinabé et plusieurs commerces ne seraient pas brûlés...

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie Sécuritaire



Rock Marc Christian Kaboré, président élu du Burkina Faso

d'EYADEMA. EDEM Kodjo a créé l'UTD (puis la CPP), et Agbeyomé Kodjo a créé OBUTS, deux partis

aux togolais est la célérité avec laquelle les résultats de la présidentielle sont proclamés... 24 heures

le numéro 1 des annonces au Togo

Achat Immobilier
Emplois Rencontres
Véhicules Location
Vente Plus...

www.togoannonce.com

www.worldinfo.tg l'actualité au Togo et dans le reste du monde.

TOGO EXPRESS

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

LE MÉDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Koudjoukabalo
René Beaugars
Infographie : JPB
Crédit photos : Kékéré Razak
Impression : ST Louis,
Doullassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution : Dodo Abalo (90 97 52 56)

Réclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux. Prochaine parution le mardi 15 Décembre 2015

SOCIÉTÉ / EAU : SEULEMENT 40% DE LA POPULATION URBAINE DU TOGO A ACCÈS À L'EAU POTABLE

SUITE À une demande du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique du Togo, un diagnostic du secteur de l'hydraulique urbaine de notre pays et un examen du secteur de l'approvisionnement en eau en milieu urbain ont été faits par une équipe de la banque mondiale. Les premières conclusions avaient été présentées aux autorités en charge du secteur en Mars 2015. Le mois dernier les experts ont remis le rapport général au commanditaire. Nous vous proposons ici, quelques constats sur la fourniture de l'eau potable dans les milieux urbains du Togo.



Komi Sélom Klassou, Chef du Gouvernement

Le secteur de l'approvisionnement en eau au Togo a connu certains progrès dans les années 1970 et 1980 à la faveur de la mise en œuvre d'un important programme d'investissement.

En conséquence, un niveau relativement acceptable du service d'eau a été fourni, en particulier en ce qui concerne la continuité de la fourniture et la qualité de l'eau et la consommation d'eau par habitant. Mais, la suspension de l'appui des bailleurs de fonds dans les années 1990, a remis en cause cet élan constaté. Ces dernières années, l'État a entrepris des réformes importantes qui ont eu un impact positif sur le secteur de l'approvisionnement en eau en milieu urbain. Mais ces efforts n'ont pas suffi pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) relatif à l'eau en 2015 qui est de donner de l'eau potable à au moins 65% de la population.

60% de la population urbaine à la touche

Malgré les réformes, la couverture limitée du système d'approvisionnement en eau empêche une grande partie de la population d'accéder à l'eau. Le rapport indique que seulement 40 % de la population urbaine bénéficie de l'alimentation en eau courante, soit par des branchements domiciliaires soit par des bornes-fontaines.

Pire à Lomé, ce sont 32,5 % seulement de la population qui est desservie. " Le piteux état lamentable du système d'adduction d'eau dû à une maintenance insuffisante et au manque d'investissement contribue à d'importantes pertes techniques (environ 28 % de l'eau produite en 2013), qui réduisent l'efficacité de la capacité de production déjà faible dans le pays, et limitent davantage l'accès à l'approvisionnement en eau" indique le rapport.

Il faut quand même souligner qu'au cours des dernières décennies, l'accès à des sources améliorées d'eau a progressé au Togo, bien que lentement. Selon les données fournies par le MER, entre 2000 et 2013, l'accès à l'eau potable est passé de 31 à 42 % au niveau national, ce qui reflète les faibles niveaux d'investissement dans les systèmes de canalisations d'eau au cours des dernières décennies. Les progrès dans les zones urbaines étaient faibles : le taux d'accès est passé de 38 % en 2000 à 40 % seule-

ment en 2013, car l'extension du réseau n'a pas été suffisante pour suivre la croissance rapide de la population. En revanche, dans les zones semi-urbaines, l'accès est passé de 24 à 42 % entre 2000 et 2013. En outre, dans les zones rurales, l'accès est passé de 28 à 47 % sur la même période.

Entre 2011 et 2013, certains investissements ont consacré à l'eau en milieu rural. Environ 1 210 forages avec pompes manuelles ont été réalisés et 341 forages existants ont été remis en état. En 2013, on comptait au total 6 486 points d'eau. Mais le taux d'expansion et la remise en état des points d'eau sont en deçà des cibles visées dans le Plan d'actions national pour le secteur de l'eau et de l'assainissement (PANSEA). En effet, 26 % seulement des nouveaux points d'eau prévus ont été réalisés et 20 % seulement des points d'eau à remettre n'état l'ont effectivement été. Compte tenu de cette lenteur des progrès, le Togo a peu de chances d'atteindre la cible des 64 % d'accès à l'approvisionnement en eau dans les zones rurales requise pour réaliser les OMD.

La TdE et les difficultés financières

Le rapport indique que l'approvisionnement en eau en milieu urbain a pâti des difficultés financières enregistrées au cours des dernières années. En 2013, la TdE n'a recouvré que 65 % de ses charges d'exploitation qui, ajoutées à une incapacité à

augmenter les tarifs, ont conduit à une perte annuelle de 2 milliards de francs CFA (39 % du chiffre d'affaires).

Actuellement, la TdE fournit effectivement des services dans 22 centres urbains sur les 28 prévus dans le contrat d'affermage. Depuis 2009, la TdE a réussi à augmenter la population desservie par des branchements domiciliaires et des bornes-fontaines de 948 000 à 1 202 000 de personnes, ce qui représente 40 % des trois (03) millions d'habitants dans la zone desservie par la TdE

La clientèle de la TdE est majoritairement basée à Lomé. Un client sur trois de la TdE se trouve à Lomé, une proportion qui n'a pratiquement pas changé depuis 2009. En 2013, 293 000 personnes étaient desservies à Lomé, contre 909 000 personnes servies dans les autres centres urbains. Toutefois, en augmentant la production d'eau, la TdE pourrait rapidement élargir sa couverture en réglant le problème des branchements suspendus. Depuis 2009, les branchements suspendus représentent 18 % de l'ensemble des branchements. Ce chiffre a atteint un point culminant en 2011 et 2012, lorsque de grands travaux routiers étaient réalisés dans Lomé.

L'insuffisance de la capacité de production se fait nettement ressentir à Lomé. En 2013, seulement 1 665 m³ par heure ont été produits à Lomé pendant les heures de pointe, à comparer à une demande de 2 481 m³ par

heure. Ce qui laisse un déficit d'eau de 816 m³ par heure, soit 32 % des besoins aux heures de pointe.

Entre 2009 et 2013, le déficit d'eau a presque doublé. Alors que la population continue de croître, le déficit d'eau quant à lui devrait se creuser. La capacité de stockage est limitée. À Lomé, seulement trois réservoirs existants sur cinq sont actuellement opérationnels. Dans les autres centres urbains, la capacité de stockage nominale est de 32 787 m³.

La performance de la TdE s'est détériorée au fil du temps, affectant sa viabilité opérationnelle et financière et au bout du compte la viabilité du secteur de l'hydraulique urbaine. Les pertes d'eau ont considérablement augmenté, passant de 19 à 28 % entre 2009 et 2013. Cela témoigne du manque d'investissement dans le secteur et de l'absence de travaux de remise en état au cours des dernières décennies. La mauvaise gestion de l'eau non génératrice de revenus conduit à des pertes financières élevées.

Des pistes de solutions

Pour que le secteur parvienne à un équilibre financier (c'est-à-dire que les recettes couvrent les charges), le tarif moyen doit être fixé à 539 FCFA le m³. Ce scénario suppose une augmentation de 52 % du tarif actuel qui est de 350 FCFA le m³. Pour améliorer l'accès, il faudra investir considérablement dans l'extension des ouvrages hydrauliques. Les projections initiales indiquent un besoin d'investissement d'environ 369,1 milliards de FCFA pour 36 centres urbains, à satisfaire entre 2012 et 2030.

Le rapport relève que L'État togolais a déjà établi un programme d'investissement pour la période 2015-2030. Ce programme d'investissement vise à accroître la capacité de production, à élargir les réseaux de distribution à Lomé, le système SKG (Kara, Pyra, Pagaouda et Niamtougou), et à augmenter les investissements dans 26 zones urbaines supplémentaires. Le programme d'investissement prioritaire se chiffrerait à 176,8 milliards de FCFA, selon estimations.

Ali SAMBA

SOMMET-CHINE/AFRIQUE :

Le Togo "se félicite" de l'engagement de la Chine qui permettra à l'Afrique de faire "face à ses défis majeurs"

Le Togo "se félicite" de la décision prise par la Chine, d'injecter 60 milliards de dollars d'aide de la Chine en Afrique, une nouvelle offensive majeure sur le continent africain. L'annonce avait été faite par le président chinois Xi Jinping vendredi dernier à Johannesburg (Afrique du sud) lors du sommet Chine-Afrique.

Ces fonds seront destinés à financer dix programmes de coopération sur trois ans dans plusieurs domaines : l'agriculture, de l'industrialisation, de la réduction de la pauvreté, de la santé, de la culture, de la sécurité, de la protection de la nature ou encore du développement

vert etc. Pékin a également promis une "une aide sans contrepartie à l'Union africaine de 60 millions de dollars" pour financer notamment ses opérations de maintien de la paix.

Pour Robert Dussey, le ministre togolais des affaires, "la délégation Togolaise se félicite de l'engagement de la Chine, à ce moment où l'Afrique subit l'effondrement des cours de ses matières premières". "Ces mesures permettront à l'Afrique de faire face à ses défis majeurs que sont l'investissement, la paix et la sécurité", a-t-il souligné.

"La Chine à travers ces mesures compte accroître ses investisse-

ments en Afrique qui, ces derniers temps ont chuté de 40% à cause du ralentissement de la croissance chinoise", a ajouté le chef de la diplomatie togolaise.

Précisons que le sommet Chine-Afrique s'est déroulé dans un contexte où les investissements chinois en Afrique ont chuté de 40% au premier semestre 2015, après une forte baisse de la demande en matières premières chez le géant asiatique.

Depuis 2009, la Chine est le premier pays partenaire de l'Afrique, avec une forte concentration des investissements et des importations de matières premières du continent

Suite à la page 6

Zozo

LE CAR ET L'ADDI DÉTERMINÉS À OBTENIR L'ORGANISATION DES LOCALES DANS UN "BREF DÉLAI"

Le Comité d'action pour le renouveau (CAR) et l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (ADDI) sont déterminés à obtenir l'organisation au Togo des élections locales et ceci, dans un bref délai. Dans une lettre conjointe adressée le 3 décembre dernier au ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, ces deux formations politiques représentées au parlement insistent sur la nécessité d'aller "rapidement" à ces élections.

Ils ont demandé "instamment au ministre, la publication du rapport des travaux du Comité technique mis en place en octobre 2014 et chargé de l'élaboration d'une feuille de route de la décentralisation et des élections locales pour l'adoption d'un modèle de décentralisation".

Ils exigent également un "calendrier de mise en œuvre de la feuille de route" et la "mise en place d'une nouvelle CENI" pour l'organisation de ces élections.

Aujourd'hui, plusieurs facteurs militent en faveur de l'accélération de ce processus, avancent l'ADDI et le CAR qui citent entre autres raisons, "les dispositions de la constitution togolaise", "le retard constaté dans le développement des collectivités locales", "la réduction du nombre de délégués spéciaux de ces collectivités qui, selon eux, sont passés de 5 à 3 voire 2 membres ainsi que leur âge avancé et l'état de santé de certains". Toute chose qui "plombe le bon fonctionnement de ces délégations", relèvent ces deux partis (...)

"La décentralisation est un processus capital pour une meilleure gouvernance des collectivités locales par des organes élus tels que prévus dans la Constitution togolaise en son article 141", rappellent ces deux partis qui ne cachent pas leur détermination de se battre pour obtenir l'organisation des dites élections depuis 27 ans.

©Afreepress

LES PROCHAINS MOUVEMENTS TRANSHUMANTS DÉMARRENT LE 30 JANVIER 2016 AU TOGO

Les comités préfectoraux, les éleveurs nomades et les agriculteurs sont depuis un certain temps dans l'attente du signal pour le démarrage des mouvements de la transhumance 2015-2016 sur l'étendue du territoire togolais.

La transhumance qui participe activement à l'économie du pays est prévue pour débuter le 30 Janvier 2016. C'est ce qu'a appris l'Agence de presse Afreepress ce mercredi d'un communiqué du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique. Le document recommande aux comités préfectoraux et les services concernés de prendre toutes les dispositions nécessaires pour empêcher l'arrivée prématurée des troupeaux transhumants avant cette date.

©Afreepress

ACCIDENT DE LA ROUTE À LA SORTIE SUD DE DAPAONG (NORD) : 8 MORTS ET PLUSIEURS BLESSÉS GRAVES (NOUVEAU BILAN)

Un grave accident de la circulation survenu ce jeudi à la sortie sud de la ville de Dapaong (environ 664 km au nord de Lomé) a fait 8 morts, selon un nouveau bilan de sources hospitalières. Au total 48 personnes ont été blessées. Elles sont toutes soignées au CHR de Dapaong.

Le drame est survenu vers 11H 30 quand un camion gros porteur avec à son bord une soixantaine de passagers pour la plupart des commerçants, a dérapé dans une descente (probablement lâché par ses freins) pour aller s'écraser sur le côté droit de la chaussée. Les commerçants se rendaient au marché de Nano, l'un des plus grand marchés de la région des Savanes.

Selon des témoins sur place, la défaillance du système de freinage de ce véhicule vétuste (non approprié à ce genre de transport) serait à l'origine de cet accident. Une enquête ouverte par les forces de l'ordre, permettra de déterminer les vraies raisons de ce drame.

©Savoir News

Zozo

LA PROTECTION SOCIALE AU CEN-
TRE D'UNE RENCONTRE RÉGIONA-
LE À LOMÉ

Depuis 1949, la sécurité sociale est reconnue comme un droit fondamental qui doit être garanti

à toute personne mais plusieurs pays sont restés à la traîne quant à la concrétisation de ce droit. Pour sa part, le Togo s'est engagé en 2006 à travers le protocole d'accord issu du dialogue social à offrir une protection sociale à toute la population. Elle a bien démarrée mais elle n'est pas encore universelle.

Pour accélérer le processus, des représentants du Rwanda, du Niger, du Gabon et du Togo partagent leurs expériences ce lundi à Lomé pour mieux enrichir leurs stratégies et projets afin de conduire les processus en matière de développement de leur pays respectif dans le domaine de la protection sociale, au profit des populations respectives.

Cette rencontre de deux (2) jours sur le renforcement du dialogue national sur le socle de protection sociale est organisée par le Bureau international du travail (BIT).

" Ce sont des échanges d'expérience entre les pays amis par rapport au mécanisme de mise en place de socle. C'est l'occasion de créer une plateforme d'échange à travers le dialogue social. Aujourd'hui,

lorsqu'il sera question de mettre les éléments de socle au Togo, il va falloir utiliser comme levier le dialogue social pour que les garanties que nous aurons à arrêter soient le produit d'un consensus

", a déclaré Palakinyem Bignandi, Directeur général de la protection sociale.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le Directeur de cabinet du ministère de la Fonction publique, du travail et de la réforme administrative, Kossi Kasségnin Donko, a indiqué que d'autres pays ont précédé le Togo dans cette voie, d'où la nécessité de s'inspirer de leurs expériences afin de gagner en temps et en ressources.

©Afreepress

VERS L'ÉLABORATION D'UN SCHÉ-
MA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME



Kwadjo Fiawo Sessénu, ministre de l'Urbanisme...

Lomé, la capitale togolaise, à l'instar de plusieurs capitales africaines, connaît depuis quelques

années, une concentration croissante de la population dans les agglomérations, une situation qui inquiète les gouvernants africains.

Face à ce constat, il sera lancé très prochainement au Togo un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU).

L'information a été donnée par le ministre de l'Urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie, Kwadjo Fiawo Sessénu.

Un document qui selon les initiateurs divisera Lomé en différents secteurs d'activités notamment, dans le domaine de l'industrie, de l'habitat et du tourisme tout en s'appuyant sur un plan global.

Selon le ministre, l'élaboration de ce schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme témoigne de la volonté du gouvernement togolais d'œuvrer pour un développement urbain, harmonieux, participatif et durable.

" L'adoption du SDAU répond à un réel besoin, celui de la nécessité d'imposer un cadre légal clair face à l'anarchie et à l'incivisme de la population ", a-t-il souligné.

Le SDAU qui constitue un document de référence pour les actions en matière d'extension de l'urbanisation et de la restructuration des espèces urbanisées, a pour but de fixer les orientations fondamentales de l'Etat togolais.

©Afreepress

DOSSIER COP21 :

Le Togo n'a pas de stand à la COP21, une triste réalité

Par Crédo TETTEH, envoyé spécial à la COP21

POUR CEUX qui participent à la COP21 actuellement au Bourget, au-delà de l'aménagement excellent du site, il est un plaisir de remarquer que tous les pays participants, ou presque, disposent de stands qu'ils animent.

Ces stands permettent à ses pays de se vendre et surtout de dérouler leurs programmes et activités s'inscrivant dans les préoccupations de cette grande conférence sur le changement climatique. Certes à l'entrée ou sur l'esplanade du Bourget, nous pouvons distinguer un tronc décora-



Calixte Batossie Madjoulba, Ambassadeur du Togo à Paris

tif aux couleurs nationales. Ceci n'est pas tout de même un exploit car les organisateurs en ont fait ainsi pour tous les pays participant à ce grand événement.

Sur le site même de la conférence, pas de visibilité pour notre pays le Togo. N'eut été la présence du Chef de l'Etat à l'ouverture de cette conférence et ses multiples et intéressantes interventions dans les panels et aux tribunes prestigieuses, difficilement le commun des mortels sentirait une présence togolaise à la COP 21.

Pour 4000 Euro, le Togo n'a pas de stand à la COP21

Au moment où tous les pays africains, par des actions de communication et de visibilité avec comme support principal leur stand, charmaient les délégués et observateurs à cette grande conférence sur le changement climatique et démontraient aisément leurs capacités à contribuer à l'atteinte des objectifs de la COP21 au niveau mondial et surtout les actions internes pour s'inscrire durablement dans cette dynamique, c'est avec peine et désolation, doublé de honte et de désapprobation que nous croisons les quelques experts et délégués de notre chère Patrie le Togo déambuler entre et dans les stands des autres pays.

La raison, ils n'avaient pas " de chez " à la COP21. Condamnés, ils l'étaient, à errer dans les grands couloirs de cette conférence parce que désœuvrés à première vue.

La non disposition par notre pays le Togo d'un stand comme nos pays limitrophes, suscita en nous non seulement une colère mais une honte. Une honte qui nous poussa à chercher à comprendre pourquoi le Togo ne disposait pas de stand à la COP21. Pourtant ce ne sont pas les expertises

d'animation qui manquaient.

De nos recherches, il nous est revenu que pour disposer d'un stand à la COP21, tout volontaire ou tout pays devrait au minimum déboursier 4.000 Euro soit 2.624.300 FCFA. Le Togo ne disposant pas de stand, logiquement n'avait pas les 4.000 Euro à disposition ou ne les avait pas déboursés au moment opportun. Ou bien plus n'avait pas du tout cette envie d'en disposer pour vanter les mérites de sa présence à la COP21 et ses efforts en matière de changement climatique.

Certes, les délégués togolais étaient facilement remarquables dans les groupes de discussions. Mais cela ne suffisait pas. Les autres délégués



André Johnson, ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières

mais bien aménagé qui permet aux délégués et officiels burkinabè de faire la promotion de leur pays. Nous y avons même rencontré le Président Michel KAFANDO du Burkina Faso avec certains de ses ministres ensemble avec leurs délégués et toute la flotte de participants burkinabè. C'était intéressant. Mais du côté du Togo, ce fut la tristesse absolue.

Couloirs et bar café pour espérer rencontrer des délégués du Togo

L'absence de stand du Togo a compliqué la vie et la tâche aux délégués de notre pays. A part les salles de conférence, il est loisible de les rencontrer dans les couloirs de la COP21 errant et quelques fois dans les bars café en train de prendre leur café pour se réchauffer. Ils n'avaient pas d'autres choix.

En somme, les couloirs et bar café sont devenus des lieux de rencontres pour les délégués togolais. Pas une volonté délibérée de leur part mais ils y étaient obligés parce que leur pays ne disposant pas de stand sur le site de la COP21, ils n'ont d'autres recours que de circuler dans les cou-

loirs, entre les couloirs et assister aux conférences des grandes institutions dans les salles appropriées.

A qui la faute si le Togo n'a pas de stand à la COP21 ?

A force de chercher à comprendre cet état de fait désobligeant et honteux, parce que le Togo ne dispose pas de stand à la COP21, nous nous demandons à qui incombe cette triste et malheureuse responsabilité ? Au ministère de l'environnement de Monsieur André Johnson ou à l'Ambassade du Togo à Paris ?

Dans les deux cas, ils sont tous concernés. Pour environ 4.000 euro soit 2.624.300 FCFA, les deux entités ci-dessus citées ont contribué à présenter une mauvaise image de notre pays à cette grande conférence sur le changement climatique. Ce n'était pas la matière qui manquait.

Notre pays avait à revendre. Heureusement qu'il existe encore des délégués togolais qui se donnent à fond et très bien dans les négociations. Cependant, c'est tout de même triste. Une mauvaise publicité pour notre cher pays le Togo. Une triste réalité.

**COP21/OSC/LE BOURGET :
SEED, UNE INITIATIVE POUR LA
PROMOTION D'UN ENVIRONNEMENT
SAIN POUR UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET ÉQUITABLE POUR TOUS**

Par Crédo TETTEH

LA COP21, au-delà des négociations, se trouve être également une foire des Organisations de la Société Civile œuvrant dans le domaine du changement climatique. Parmi cette multitude d'OSC, une a retenu notre attention. La Synergie Expertises Environnement & Développement durable (SEED) dirigée par le Burkinabè Nakelintouba W. Athanase NIKIEMA. Focus sur la Synergie. Missions et objectifs.



Nakelintouba W. Athanase Nikiema, Président de SEED

Le changement climatique constitue une contrainte supplémentaire pour le développement de nombreuses nations et accroît la vulnérabilité des populations démunies.

Paradoxalement, ce sont les modes de vie actuels qui accélèrent le changement climatique puisqu'ils reposent sur la consommation d'énergies fossiles. Vu sous cet angle, on ne peut aborder la question du changement climatique sans s'inter-

roger sur les modèles de développement émetteurs de carbone, qui du reste est la principale préoccupation de la présente COP21 et sans cibler les populations qui souffrent des effets adverses de ce phénomène notamment les populations démunies.

La mission de SEED
Selon son Président

Nakelintouba W. Athanase NIKIEMA, SEED ambitionne de réunir les acteurs africains (personnes physiques et morales) travaillant sur le développement local et/ou national à l'épreuve du changement climatique. SEED est composé aujourd'hui d'acteurs de terrain de plaidoyer du Burkina Faso, du Cameroun, de la Cote d'Ivoire et du

Suite à la page 5

COP21/LE BOURGET/SABER

LA SABER organise un atelier conférence sur le financement innovant dans le secteur des énergies renouvelables "Expérience en Afrique" demain mercredi sur le site de la COP21

De notre envoyé spécial à Paris-
Le Bourget, Crédo TETTEH

AU NOMBRE des institutions qui prennent une part active à cette grande conférence sur le changement climatique au Bourget, figure en bonne place la Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER).

Après donc le lancement de son programme "Ethi carbone" le 6 décembre dernier au Grand Palais, la SABER récidive demain mercredi 09 décembre 2015, en organisant un important atelier conférence sur "le financement innovant dans le secteur des énergies renouvelables" "Expérience en Afrique".

M. Thierno Bocar TALL, le 9 décembre 2015 de 13H30 à 14H15, entre dans le cadre de la participation de la SABER en tant que partenaire du salon GALERIE DES SOLUTIONS COP 21 (Bourget Musée de l'Air et de l'Espace) organisé par REED EXPOSITION.

Bien avant cet atelier conférence, toujours au Parc des Expositions Paris-Le Bourget, en zone Accréditée dans le Hall 3 Stand N°11 le 09 décembre prochain à 11H00, M. Cheikhe Hadjibou SOUMARE, Président de la Commission de l'UEMOA, présentera les objectifs de la Facilité Régionale d'Accès à l'Energie Durable (FRAED) qui vise à favoriser les investissements



M. Thierno Bocar TALL, PDG de la SABER

UEMOA.

La FRAED a pour objectif la promotion de l'investissement du secteur privé dans les huit Etats de l'UEMOA. En soutenant les producteurs d'électricité indépendants, cet outil va faciliter l'implication d'acteurs privés pour une énergie renouvelable et abordable. Le fonds de dotation initial de la FRAED est de 50 milliards de francs CFA (76 219 512), et la Commission de l'UEMOA participe à hauteur de 20 %, soit 10 milliards de francs CFA (15 243 902).

Il faut préciser également que la FRAED dispose de deux (02) guichets. Le premier Guichet servira au renforcement de capacités, à l'assistance aux Etats pour l'amélioration du cadre institutionnel et le développement des projets tandis que le second accordera des subven-

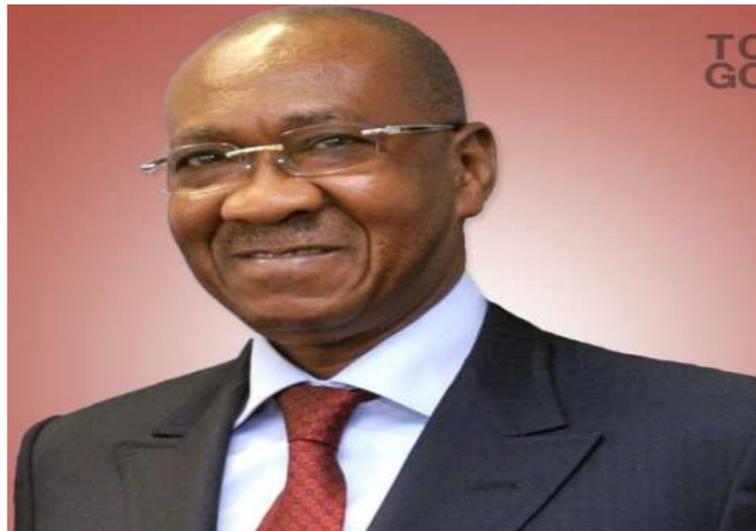
tions (si nécessaire) aux institutions privées pour leur assurer une meilleure rentabilité et leur accorder des garanties aux contrats de vente d'électricité.

Selon nos informations, l'appel à projet de la FRAED a suscité un engouement aussi bien chez les développeurs de projets que les investisseurs avec des propositions de plus de 2000 MW.

Rappelons que la SABER (Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER) - déclinaison française de African Biofuel and Renewable Energy Compagny (ABREC) est une organisation internationale ayant son siège à Lomé. Son capital est détenu par 15 Etats actionnaires (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Tchad et Togo) et six (06) institutions financières (BIDC, BOAD, ECOBANK, FAGACE, IEI et NEXIM BANK). Elle a pour objectifs la promotion et le financement des projets d'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique dans les secteurs public et privé, le transfert de nouvelles technologies vertes pour le développement des industries des énergies renouvelables, le renforcement des capacités et les conseils aux gouvernements et au secteur privé pour tirer le maximum d'avantage des marchés d'énergies propres et du carbone.

Le lancement de la Facilité Régionale d'Accès à l'Energie Durable (FRAED) lors de COP 21, le 09 décembre 2015 à Paris est à mettre à l'actif de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Une organisation ouest africaine qui a comme mission la réalisation de l'intégration économique des Etats membres, à travers le renforcement de la compétitivité des activités économiques dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé. Ses Etats membres sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.



Cheikhe Hadjibou SOUMARE, Président de la Commission de l'UEMOA

Cet atelier conférence qui sera présidé par le PDG de la SABER, privés dans la réalisation des projets d'énergie renouvelable dans l'espace

COP21/OSC/LE BOURGET : SEED, UNE INITIATIVE POUR LA PROMOTION D'UN ENVIRONNEMENT SAIN POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉQUITABLE POUR TOUS

Suite de la page 4

Togo, principalement basées en Afrique, et en Europe.

En s'appuyant sur la diversité de ses membres (porteurs de projets ou experts des négociations internationales), elle entend faire la promotion d'un nouveau paradigme du développement ; celui du développement intégré qui colle mieux avec nos réalités.

Pour atteindre sa mission, certains membres de SEED sensibilisent les gouvernements et institutions au niveau national par différents canaux, et d'autres plaident pour une prise en compte internationale des priorités climat-développement des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables.

SEED se veut être une structure légère qui assure la veille sur les décisions internationalement convenues sur le climat dans le siècle présent. Cette synergie entend rester un espace libre et peu contraignant qui fonctionne sur une base

volontaire de partage de bonnes pratiques et de mutualisation des connaissances.

Les Objectifs de SEED

Interrogé sur les objectifs poursuivis par son organisation, le Burkinabè Nakelintouba W. Athanase NIKIEMA affirme avec conviction qu'il s'agira pour eux de partager l'expertise et l'information entre ONG de terrain et ONG de plaidoyer, de faciliter la rencontre entre actions sur le terrain et grandes décisions politiques, de renforcer les capacités de la société civile africaine dans les négociations internationales sur le changement climatique.

Entre autres objectifs, SEED entend œuvrer pour le développement et la mise en œuvre de projets novateurs générateurs d'emplois dans le domaine de la préservation de la biodiversité tout en assurant la prise en compte des enjeux de développement dans les décisions inter-

nationales sur le climat.

Du constat de SEED

Pour Nakelintouba W. Athanase NIKIEMA, le constat fait aujourd'hui est que les politiques de lutte contre le changement climatique peinent à se mettre en place ou alors elles s'inscrivent trop rarement dans les stratégies de développement nationales et locales.

Sa conviction et partant celle de leur Initiative SEED est que " seule une approche intégrée à grandes et petites échelles inscrites dans les politiques nationales et locales, agissant conjointement sur les priorités de développement, d'adaptation et d'atténuation, peut être garante pour parvenir à faire face aux effets pervers du changement climatique à long terme ", a-t-il souligné.

Contact SEED :

Email : initiative.seed@gmail.com

Tél : +226 70 20 38 28

+33 753 2423 42 / +33 777 4681 81

Zozo

LES AUDITEURS POSTAUX DE 22 PAYS À LA RECHERCHE DE L'AMÉLIORATION DES SERVICES POSTAUX AU TOGO

Comment améliorer les prestations des services de postes dans l'Union panafricaine des postes (UPAP) dont le Togo fait partie. Pour répondre à cette question, les auditeurs postaux de 22 pays d'expression française, portugaise et espagnole travaillent à Lomé ce lundi sur la certification UPU du niveau de gestion de la qualité et du transport postal.

Cette certification s'applique à la gestion de la qualité du service international de courrier ordinaire et vise à donner une égalité de chances aux opérateurs désignés lors de l'évaluation sans tenir compte du niveau de développement du pays.

Les travaux de cette rencontre financée par l'Union postale universelle (UPU), ont été ouverte ce lundi par la ministre des Postes et de l'économie numérique, Cina Lawson. Selon le Directeur général de la Société des postes du Togo, Dzodzro Kwasi, " la certification est un terme technique qui veut montrer comment les opérateurs postaux doivent mettre aujourd'hui des règles dans le traitement du courrier et s'accorder sur le délai de distribution d'un courrier entre les pays ".

Il ne peut y avoir une bonne qualité de service lorsque, par exemple, des pertes ou des vols de courriers, des avaries ou des spoliations sont constatés et que le courrier contient des marchandises dangereuses ou prohibées ou même des articles jugés contraires à la morale, a ajouté le Secrétaire général de l'UPAP.

Selon la ministre en charge de ce secteur au Togo, la poste au Togo a de l'avenir, " pourvu que nous poursuivions ensemble la mise en œuvre du plan sectoriel qui vise entre autres la modernisation des outils de production pour des prestations de qualité, condition nécessaire pour fidéliser davantage les clients ", a-t-elle précisé avant d'ajouter que " le désir légitime du gouvernement togolais est de faire du secteur postal, un véritable levier de développement à l'instar d'autres secteurs en pleine mutation ".

Aujourd'hui au Togo, la poste ne se limite pas à la distribution du courrier. Elle offre aussi le transfert d'argent et le transport. © Afreepress

LA GIZ VEUT FAIRE DE LA CULTURE DE L'ANACARDE, UNE VÉRITABLE ENTREPRISE AU TOGO

Dans le souci de redynamiser le secteur d'anacarde, pouvant permettre aux producteurs d'augmenter leur production et de tirer un meilleur profit de cette filière, une trentaine d'acteurs œuvrant dans ce domaine sont en rencontre d'échange à Lomé, sur la production de la chaîne de valeur d'anacarde.

Financée par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) à travers le Programme pour le développement rural et l'agriculture (ProDRA), cette initiative de relance de la filière de l'anacarde s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement togolais pour la redynamisation du secteur agro-alimentaire.

" Nous allons appuyer les agriculteurs avec des formations techniques et économiques c'est-à-dire les former dans un sens à devenir des entrepreneurs producteurs d'anacarde, enfin de leur permettre de comprendre que leur production de type traditionnel, est une véritable entreprise ", a déclaré Moritz Heldmann, conseiller technique à la GIZ.

Selon lui, avec la production déclarée, l'anacarde se positionne comme quatrième produit de rente au Togo en termes de tonnes produites.

C'est une filière qui a vraiment du potentiel, car il y a plus de dix-huit (18) mille producteurs qui produisent au moins six mille deux-cent soixante-huit (6268) tonnes d'anacarde ", a-t-il souligné.

© Afreepress

Zozo

FORUM ÉCONOMIQUE
MAROC-TOGO À LA FOIRE :
OPÉRATEURS ÉCONO-
MIQUES MAROCAINS ET
TOGOLAIS RAGAILLARDIS

Les opérateurs économiques togolais et marocains se sont réunis ce samedi en une rencontre B to B sur le site de la 12ème Foire internationale de Lomé couplée avec la 4ème Foire régionale d'intégration de l'UEMOA. Ces rencontres ont permis aux opérateurs économiques togolais d'explorer de nouvelles opportunités d'affaires des entreprises du Maroc et vice versa.

Selon Marie Nabédé, Représentante de la structure de vente des produits logistiques du Togo (LCA-Togo), cette rencontre est une bonne chose et une bonne initiative que les autorités gouvernementales ont prise afin que les opérateurs économiques togolais puissent établir des liens de coopération avec le Maroc.

" Cela nous permet de savoir les genres d'opérateurs à qui nous devons nous adresser et d'être sûrs de ce que nous devons entreprendre comme affaire ", a-t-elle indiqué.

A travers ces rencontres, les opérateurs économiques marocains n'ont pas manqué d'exprimer leur joie parce que l'occasion leur a permis d'apporter leurs valeurs ajoutées.

" Au cours de nos échanges avec les Togolais, nous avons eu des contacts avec eux afin d'apporter notre valeur ajoutée et notre retour d'expérience sur le marché marocain. Nous avons également discuté de nos expériences, de tout ce qui concerne nos productions d'énergie solaire ", a laissé entendre Adawi, Délégué économique marocain de IMA-K Group Internet.

© Afreepress

L'ECOLE NATIONALE DE
FORMATION SOCIALE (ENFS)
DE L'ULA OFFICIELLEMENT
OUVERT SES PORTES CE
LUNDI POUR LE COMPTE DE
L'ANNÉE ACADÉMIQUE 2015-
2016

C'est la ministre de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation Tchabinandi Kolani Yentcharé qui a donné le ton aux activités de cette rentrée scolaire en présence de plusieurs autorités.

A l'issue du concours d'entrée à cette école, cent dix (110) nouveaux étudiants ont été retenus sur un total de deux (2000) candidats qui ont bien voulu avoir cette chance de fréquenter cette école.

Ces 110 personnes qui ont eu leur quitus, sont répartis dans les deux (2) cycles que compte l'ENFS à raison de quarante-huit (48) avec le niveau de BEPC au cycle 1 et soixante-et-deux (62) au cycle 2.

" Il ne s'agit pas seulement d'avoir réussi au concours. L'essentiel, c'est de sortir à l'issue de la formation avec un diplôme de travailleur social. Ce qui va nécessiter d'eux des sacrifices pour pouvoir être à jour dans leur étude pour réussir en fin de formation ", a-t-elle convié les nouveaux admis à l'ENFS.

Elle les a par ailleurs exhortés à l'assiduité et au respect mutuel, qui sont, selon elle, le gage d'une formation adéquate.

Pour la directrice dudit centre, Jeanne Tchassi cette formation de trois (3) ans vise à donner à ces agents sociaux des compétences nécessaires dans le renforcement de la cohésion familiale et de l'intégration des groupes défavorisés et vulnérables.

© Afreepress

SOMMET-CHINE/AFRIQUE :

Le Togo "se félicite" de l'engagement de la Chine qui permettra à l'Afrique de faire "face à ses défis majeurs"

Suite de la page 3

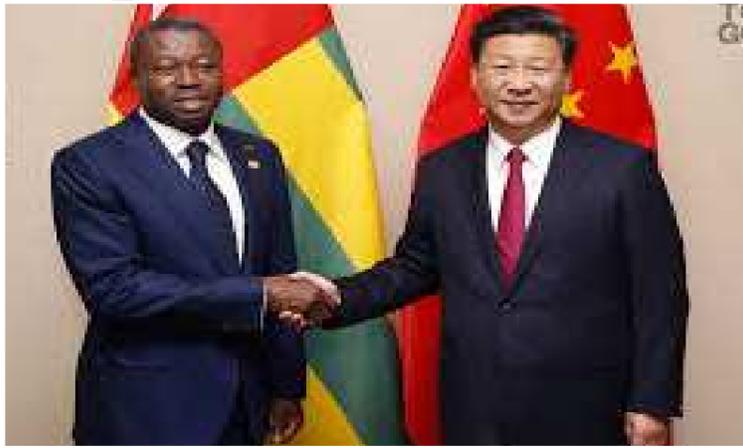
pour nourrir sa croissance galopante.

Industrie, Agriculture, Sécurité...

Les 60 milliards de dollars annoncés par M. Xi sont destinés à financer dix programmes de coopération sur trois ans dans les domaines notamment de l'agriculture, de l'industrialisation, de la réduction de la pauvreté, de la santé, de la culture, de la sécurité, de la protection de la nature ou encore du développement vert.

Pékin a notamment promis un milliard de yuans (143 millions d'euros) sous forme d'aide alimentaire d'urgence aux pays touchés par les mauvaises récoltes liées à El Niño. M. Xi s'est également engagé à effacer les "dettes gouvernementales sans intérêt déchuées fin 2015" des pays africains les moins avancés.

Cette série d'annonces a été qualifiée d'"historique" par le chef de l'Etat zimbabwéen Robert Mugabe,



Poignée de mains entre les Présidents Faure Gnassingbé (g) et Xi Jinping (dt)

actuel président de l'UA. "Je suis sûr que vous serez d'accord avec moi pour réserver" à M. Xi "un tonnerre d'applaudissements", a-t-il lancé en prenant la parole dans la foulée de son homologue chinois. "Je saisis cette opportunité pour exprimer ma sincère et profonde gratitude" envers le président chinois, a déclaré M. Mugabe.

L'hôte du sommet, le président sud-africain Jacob Zuma, a insisté pour sa part sur le potentiel écono-

mique du partenariat sino-africain. "La Chine est le principal partenaire commercial de l'Afrique et l'Afrique représente l'une des principaux marchés pour les importations chinoises et le quatrième pour les investissements de la Chine. Ce partenariat peut seulement produire des résultats positifs pour l'Afrique", a-t-il estimé.

"Ensemble, nous représentons près d'un tiers de la population mondiale. (...) Cela représente un poten-

tiel immense", a-t-il ajouté. En une décennie, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont été "multipliés par dix environ" pour atteindre 300 milliards de dollars cette année, selon les estimations du Forum sino-africain industriel.

La Chine compte plus d'un million de travailleurs et plus de 2.000 entreprises présentes en Afrique. Mais les investissements chinois y ont chuté de plus de 40% au cours des six premiers mois de 2015 par rapport à la même période l'an dernier. Une chute attribuée au ralentissement de la croissance chinoise. M. Zuma a aussi insisté sur le rôle primordial de la paix dans la croissance.

"Nous devons donner à nos peuples l'espoir que les armes se tairont. La paix crée les meilleures conditions pour le développement économique", a-t-il lancé devant l'assistance comprenant notamment le président sud-soudanais Salva Kiir, dont le pays est secoué par une guerre civile.

Source : Savoir News

Culture / Civisme :

La Fondation Aquereburu and Partners accompagne le développement de la ville d'Aného

LE FESTIVAL D'ANÉHO, initié par la fondation Aquereburu and Partners tenu du 04 au 06 décembre 2015 à Aného est un festival un peu particulier, parce que regroupant à la fois des activités communautaires, sociales et culturelles notamment la cuisine et la musique. Cet événement a pour objectif de donner la joie à la population d'Aného, de faire renaître Aného, ne serait ce que l'instant d'un weekend, une ville qui aurait pu être une cité balnéaire mais que la mer menace sérieusement.

La deuxième partie concerne les activités sportives notamment le match de football, la course à pied, la course à pirogue, jeux de toutes sortes pour adultes et enfants et un grand concert de musique, la troisième partie est consacrée à une foire culinaire avec des mets de la localité.

Cette 3ème édition du festival d'Aného eu une très grande adhésion de la population ainsi que les cadres issus du milieu.

Pour Jeff Lawson, chargé à l'organisation du festival " cette troisième



Me Alexis Aquereburu (dt) donnant une médaille à un des athlètes

Plusieurs sociétés ont accompagné cette initiative citoyenne et parmi ce lot, l'entreprise MNS groupe dont le PDG Victor James SOS-SOU, a marqué l'évènement par sa présence effective. Pour lui, c'est une manière de contribuer au développement du Togo à travers les différents cultures du terroir a-t-il laissé entendre.

Pour Nicolas Gnassingbé chargé de la promotion à l'antenne de Togocel Aného, " Togocel étant une entreprise citoyenne, notre objectif premier c'est de satisfaire nos populations, et le festival d'Aného va dans le même sens que les objectifs de Togocel, donc Togocel ne pouvait pas fermer les yeux, nous avons aussi besoin d'être visible et ce festival est un bon canal ".

Parmi les jeux organisés, c'est la course de pirogue qui a retenu l'attention de la population. Une compétition remportée par les piroguiers du quartier de Degbénu en 1 : 41 : 63 ; la deuxième place est occupé par Badji 1'42'79, la troisième place est revenu à Séwatsrikopé et Fantékopé occupe la dernière place.

Pour le président de la Fondation Aquereburu and partners, Me Alexis Aquereburu, l'objectif de ce festival est d'allier les activités à caractère communautaire et les activités culturelles. " Nous sommes très contents de la mobilisation de la population d'Aného et de ces environs, nous disons merci à tous nos partenaires qui nous ont accompagné durant ces trois jours de festivité", a dit Alexis Aquereburu qui n'a pas manqué de faire un clin d'œil à l'environnement. " Je suis aussi très engagé dans la lutte contre l'érosion côtière et je voudrais saisir l'occasion pour remercier Monsieur le Président de la République qui a pris très à cœur ce problème d'érosion côtière et je peux vous assurer également que le gouvernement du Togo est en train de s'organiser pour que Aného ne disparaisse pas de la carte du Togo " dit-il l'avocat.

Le festival a pris fin avec un déjeuner dit "déjeuner en famille" fait à base des mets typiquement de la localité et une démonstration de différentes danses du milieu.

Dodo ABALO



Vue partielle de l'assistance lors de la soirée

La 3ème édition du festival d'Aného organisé par Aquereburu and Partners sous la présidence d'Honneur de son excellence Koffi Gervais Djondo est subdivisée en 3 grandes parties.

La première partie concerne les activités socio-communautaires et consiste à l'établissement d'acte de naissance des enfants qui n'en ont pas ; de la construction des latrines publiques et également de la mise en place d'une maison de développement.

me édition a drainé plus de monde parce que nous avons beaucoup misé sur la communication et ce n'est pas une première, nous sommes à notre 3ème édition et le public d'Aného a accepté ce que nous faisons, nous n'organisons pas uniquement des concerts, nous faisons aussi des actions humanitaires ; la population d'Aného sait qu'à part les artistes locaux, nous faisons venir des artistes d'envergure internationale et la surprise de cette année, c'est le groupe TOOFAN ".

Togo-Football/ Nouveau comité de normalisation: Bernard Walla aux commandes

LA PROLONGATION n'aura pas duré longtemps. Le comité de normalisation de la Fédération togolaise de Football mis en place depuis le 19 décembre 2014 et dirigé par l'ancien ministre des Sports et homme politique Antoine Folly est prié de vider les locaux de la FTF. Il est remplacé à la tête de l'association faïtière du football togolais par Bernard Edjaïdé Walla, anciennement président du club Asko de Kara, une équipe de D1 togolaise. Il a été aussi président du Comité provisoire de gestion de la FTF entre 2007 et 2008.

Bernard Walla sera aidé dans sa tâche par Horatio Freitas, Aimé Ekpé, Katari Folly Bazi, Yves Bété, Kayi Tomety, Agboyi Touré, Sonhaye Gnandi, Bouraïma Yekini, Ousmane Oudano Dobby. "Voilà la boucle qui vient clore une lutte de clans et de personnes à la tête de la FTF. Le clan Folly a perdu et un autre clan est chargé de le succéder et de faire comme lui", analyse un mordu du sport roi togolais. Une analyse qui amène à s'interroger sur les réels problèmes que connaît le football togolais depuis plusieurs années.

Une guerre qui date

La guerre est réellement déclarée entre le Comité de Normalisation de la FTF et le ministère des Sports en octobre 2015. Au cours d'une conférence de presse organisée à Lomé, Ferdinand Amazohoun, Secrétaire général du Comité de normalisation n'a pas caché l'animosité qui existait entre son comité et le ministère des Sports. Celui-ci a tenu Guy Madjé Lorenzo pour responsable d'une partie des problèmes auxquels est confronté le football dans le pays. "Quand le ministre Lorenzo a pris les commandes du ministère, il a reçu

d'abord les présidents de club. Ce qui à mon avis me semble contraire à toutes les règles administratives. Finalement quand il a reçu le Comité, il a posé des questions de personnes. Par la suite, il y a des échanges de courriers entre le Comité et le ministère qui ont fuité dans la presse. C'est anormal pour nous et nous l'avons fait savoir. Et à partir de ce moment, le ministre a décidé de ne plus nous recevoir avec Assima Kpatcha (vice-président du Comité). En septembre dernier quand une mission de la FIFA est passée, le président Folly a demandé qu'ensemble nous allions rendre compte au ministre. Ce dernier a une nouvelle fois refusé de recevoir le vice-président et le secrétaire général. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'on travaille en sérénité ? L'option du Comité était de travailler en harmonie avec le ministère de tutelle mais si c'est cette dernière qui pose les obstacles, on sera peut-être obligé de sauter ces obstacles pour aller de l'avant", a révélé Me Amazohoun.

Mais finalement, c'est le camp Guy Madjé Lorenzo qui l'emporte et met en scelle ses propres hommes qui eux aussi, ont des choses à reprocher à Antoine Folly.

Le cas Bernard Edjaïdé Walla

L'ancien président d'Asko de Kara tombé en disgrâce pour une affaire de mauvaise gestion au sein de ce club prend la tête de la FTF, une institution qu'il connaît très bien. Le natif de la Kozah a été président du Comité provisoire de gestion (Cpg) de la Fédération togolaise de football, un comité mis en place par le Comité national olympique togolais le 26 juillet 2007 pour gérer la crise née du départ de la tête de la FTF de Tata Avléssi. Un comité qui a été en son temps, forte-



Bernard Edjaïdé Walla, président du nouveau Comité de normalisation

ment contesté par l'ancien ministre des Sports... un certain Antoine Folly.

En cette période, le président de l'Union sportif de Masséda (USM) et président de la FTF était au centre d'accusations de corruption d'arbitre. Son bureau est mis à l'écart et le Cpg est positionné pour gérer l'intérim en attente de la décision du Tribunal arbitral du sport saisi par l'accusé. C'est dans cette atmosphère qu'Antoine Folly, alors présenté comme l'éminence grise de Tata Avléssi, est nommé ministre des Sports.

Sa première mesure après sa prise de fonction est de retirer sa confiance au Cpg et de recommander le retour en fonction du bureau exécutif de la FTF dirigé par son "très cher ami Tata Avléssi". Pour lui, le Cpg n'était pas une instance "officiellement reconnue par les instances internationales de football". Il ira jusqu'à préconiser la création d'un Comité de gestion autonome des équipes nationales de football

(sénior, junior et cadet) pour dépouiller le comité dirigé par Bernard Walla de toutes ses prérogatives.

En prenant aujourd'hui la place d'Antoine Folly, Bernard Edjaïdé Walla se soulage d'une démanigaison qui le grattait depuis 2007. Mais encore mieux, il gagne une manche dans la crise de règlements de comptes dont la FTF est le nid avec la bénédiction de la CAF et de la FIFA.

Antoine Folly part, mais la question qu'il faudrait se poser est de savoir si c'est la fin des sempiternels errements du football togolais ? Impossible de répondre par l'affirmative lorsqu'on connaît le pedigree des personnalités qui dirigent ce football. Ces personnes ne carburent que grâce aux intrigues, inimitiés et animosités. Rock Gnassingbé, Tata Avléssi, Gabriel Améyi, Antoine Folly... la liste des présidents de la FTF combattus par des clans adverses aux motivations difficilement décelables est longue...

Avis de décès

Togbui Komi Dougba, Régent du Trône Royal de Gbatopé / Zio
Togbui Dovi Alphonse Babah, Enseignant à la retraite et chef de quartier à Séko / Lacs

Monsieur Joppa Koffi Anthony, chef de la Collectivité Awikpo

Monsieur Babah Tsèvi, chef de la famille Babah-Ahlidza

Monsieur André Abotsi, Instituteur à la retraite et sa famille

Monsieur Komi Lokou, chef de la Collectivité Sofé

Monsieur Kokouvi Sadjé, chef de la Collectivité Dally de Bamé, Avéhomé et de Gbatopé

Veuf Komlan Lucien Adokpo, Agent à la retraite au Ministère de la Justice, ses frères et sœurs

Madame Ama Denise Adokpo et ses enfants

Messieurs Yawo Antoine, Kokou Raoul, Messan Koffi, Robert, Kokou Magloire, Kodjo Anani Adokpo, leurs épouses et enfants

Les familles parentes, amies et alliées, le personnel de l'Hôtel Sarakawa, Media Plus et Anadeb

Ont la vive douleur de vous faire part du rappel à Dieu de leur très chère et regrettée fille, épouse, mère et grand-mère



Babah Akona Elisabeth,
épouse Adokpo,
dite "Agavéssi"

Ancienne accoucheuse auxiliaire et revendeuse de bouillie "Akassa"

Survenu le 13 novembre 2015 à Lomé à l'âge de 73 ans.

Programmes des obsèques

Vendredi 11 décembre 2015 :

Veillée de prières et de chants avec corps présent au domicile de la défunte sis au quartier Adidogomé Gblinkomégan (derrière l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo), à côté de l'Hôtel Caraïbes à Lomé

Samedi 12 décembre 2015 :

Chapelle ardente à Gbatopé et levée du corps à 8heures 30

Messe d'inhumation à partir de 9heures en l'Eglise Catholique St Joseph de Gbatopé suivie de l'inhumation au cimetière de la localité

Les salutations d'usage seront reçues au domicile de défunte : Maison Babah à Gbatopé, quartier Seko.

**PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A
PARTIR DU
1ER JANVIER 2016**

POUR TOUTE INFORMATION VEUILLEZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU 8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Photo album du Festival d'ANého

